LA LANGUE : UNE VERITABLE « ARME » DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE TURQUE ?

LANGUAGE: A REAL “WEAPON” OF TURKISH SOFT POWER?

DOI: 10.5281/zenodo.7570916

Abderrahim GUEZRI

Doctorant en Etudes Interculturelles
Université Chouaïb Doukkali, El Jadida , Maroc

CC BY

INSTITUT D'ETUDES SOCIALES ET MEDIATIQUES
معهد الدراسات الاجتماعية و الإعلامية
SOCIAL AND MEDIA STUDIES INSTITUTE

ISSN : 2820-6991
DEPOT LEGAL: 2022PE0021

LA LANGUE : UNE VERITABLE « ARME » DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE TURQUE ?

Résumé

À travers une politique étrangère basée sur le *soft power*, la Turquie vise à s'imposer dans son environnement géopolitique surtout dans la région MENA (Middle East and North of Africa), comme étant une force économique et un modèle politique et culturel très influent, notamment après les « Printemps Arabes ». Le *soft power* turc est illustré par une politique culturelle, prenant surtout la région MENA comme profondeur stratégique, et jouant sur plusieurs fronts, à savoir la production massive de téléfilms et feuilletons… Ainsi, au Maroc, bien que les téléfilms et les feuilletons trucs soient en arabe marocain, des marocains, surtout les jeunes, sont passionnés par la langue turque et cherchent à l'apprendre. L'objectif de notre recherche est de connaître les motivations des jeunes marocains à apprendre le turc ainsi que la relation de cette tendance avec la politique culturelle de la Turquie au Maroc.

Mots-clés : politique étrangère – politique culturelle – soft power – langue étrangère – industries culturelles.

Abderrahim GUEZRI

Doctorant en Etudes Interculturelles
Université Chouaïb Doukkali, El Jadida, Maroc

LANGUAGE: A REAL "WEAPON" OF TURKISH SOFT POWER?

Abderrahim GUEZRI

PhD student in Intercultural Studies
Chouaïb Doukkali University, El Jadida, Morocco

ABSTRACT

Through a foreign policy based on soft power, Turkey aims to impose itself in its geopolitical environment, especially in the MENA region (Middle East and North of Africa), as an economic force and a very influential political and cultural model, especially after the "Arab Spring". Turkish soft power is illustrated by a cultural policy, especially taking the MENA region as a strategic depth, and playing on several fronts, namely the massive production of TV movies and soap operas... Thus, in Morocco, although TV movies and soap operas are broadcast in Moroccan Arabic, Moroccans, especially young people, are passionate about the Turkish language and seek to learn it. The objective of our research is to know the motivations of young Moroccans to learn Turkish as well as the relationship of this trend with the cultural policy of Turkey in Morocco.

Key words: foreign policy – cultural policy – soft power – foreign language – cultural industries.

.

INTRODUCTION

Après l'effondrement de l'Empire ottoman et la fondation de la République avec l'arrivée d'Atatürk au pouvoir, ce dernier a eu comme priorité et comme objectif majeur de sa politique au niveau interne, de créer une nouvelle identité turque basée sur l'idée d'un état-nation. Le projet des Jeunes Turques était de forger une nouvelle identité « nationale turque », en ayant comme slogan pour leur projet : « Heureux celui qui se dit Turque », et en rejetant tout ce qui est en rapport avec l'Empire ottoman qui avait adopté des valeurs cosmopolites et universelles depuis sa création jusqu'à son effondrement en 1923. Mais, en 2002, avec l'arrivée de l'AKP[1] au pouvoir, ce dernier déploie une politique tout à fait différente de celle des kémalistes. Le parti islamiste éprouve de plus en plus une volonté de rapprochement avec les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord puisque tous ces pays, hormis le Maroc, ont été des anciennes possessions de l'Empire ottoman.

Cette politique de rapprochement avec ces pays était marquée par une politique culturelle visant à présenter la Turquie comme étant le modèle le plus réussi d'un Etat combinant entre les valeurs laïques et les valeurs musulmanes. Le meilleur outil employé par la Turquie est la langue turque qui commence à être parlée, surtout par les jeunes. En fait, La langue turque ne constitue pas une langue étrangère très utilisée au Maroc ou enseignée dans les écoles marocaines, mais, on trouve de plus en plus de personnes, surtout les jeunes, qui sont intéressées par cette langue qui devient plus ou moins présente dans notre pays. Cela nous mène à émettre

[1]En turc : Adaletve Kalkınma Partisi, c'est le parti de Justice et du Développement.

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023

l'hypothèse suivante : La langue turque est-elle un outil du *soft power* turc ?

Notre étude s'inscrit, donc, dans le cadre de la médiation culturelle. Dans le présent article, nous commencerons, d'abord, par définir ce dernier concept ainsi que les notions de la politique culturelle et le soft power qui sont en relation étroite avec lui. Nous ferons, par la suite, la distinction entre la politique culturelle kémaliste et celle de l'AKP. Enfin, nous exposerons les résultats concernant l'apprentissage de la langue turque, avant de passer à l'analyse de ces résultats et de discuter des motivations qui poussent les Marocains à apprendre cette langue.

1. Le cadre théorique

1.1. La médiation culturelle :

Formés en individus, groupes d'appartenance, collectivités sociales (tribus, villages, nations, entreprises…), les êtres humains avaient besoin, à travers l'histoire, de médiation par le biais d'intermédiaires qui vont jouer des rôles important dans la conciliation, la résolution des conflits…et aussi dans le domaine économique, ou surtout en théologie où les prophètes, les prêtres… jouaient le rôle d'intermédiaires entre l'Homme et Dieu. De nos jours, le concept de la médiation va s'élargir et englobera d'autres champs. En effet, on assistera à l'institutionnalisation de la fonction de médiation. Ainsi, plusieurs institutions internationales (comme l'ONU), régionales (Ex : le parlement européen) ou locales (les gouvernements, les ministères…). D'un autre côté, le rôle de la médiation peut être joué d'une manière indirecte ou informelle par plusieurs personnes dans le cadre de leur profession ou dans le cadre de leur vie quotidienne. De ce fait, un professeur par exemple, dans le cadre de sa fonction, peut jouer le rôle de médiateur entre les élèves et l'administration, ses collègues et l'administration… En général, on peut dire que la médiation est une pratique indispensable dans notre vie et devient un outil très important dans la vie sociale de l'homme. Il est nécessaire, à cet égard, de donner les définitions de la médiation et la conciliation afin de faire la distinction entre les deux termes.

1.1.1. Définition de la médiation et de la conciliation

Dans leur livre *Méthode de Médiation,* Lempereur, Salzek et Colson définissent la médiation comme un terme qui :

> Renvoie à la notion de lien établi ou à établir, c'est-à-dire une relation de « passage » de l'un à l'autre. Ce lien peut être physique (les chemins médiateurs), mental (le langage médiateur), incarné (Mme Y accepte d'être médiatrice) ou symbolique (Marie médiatrice). Ensuite, la médiation acquiert le sens de l'aide à la résolution d'un différend grâce à ce « passage » créateur de lien[2].

Donc, on peut dire que la médiation consiste à rapprocher deux entités qui peuvent être deux espaces, deux personnes, deux groupes sociaux… et cette médiation peut s'effectuer par un intermédiaire qui peut être une personne physique ou morale, comme il peut être un espace, un objet physique ou symbolique comme le cas du langage. Le terme le plus proche de la médiation est la notion de conciliation. Cette dernière est définie comme étant :

- Une action visant à rapprocher des personnes en désaccord d'opinions ou d'intérêts.
- Une instance qui précède un procès et au cours de laquelle il est tenté un arrangement entre les adversaires.
- Une action de rapprocher

[2] Alain Lempereur, Aurélien Colson, Jacques Salzer, Méthode *de Médiation*, Paris, Dunod, 2008, p. 11.

> des textes, des idées, des méthodes qui paraissent en opposition, pour les faire concorder…[3]

D'après la définition de la « conciliation », on constate que cette dernière désigne un rapprochement qui relie deux parties en cas d'opposition ou de différend. C'est-à-dire que la conciliation est un acte propre aux situations de conflit. Cependant, la médiation peut être exercée en dehors des situations de conflit. La médiation peut s'appliquer également dans des domaines qui n'impliquent pas forcément une situation de conflit, comme la médiation économique (la publicité par exemple), la médiation culturelle…

1.1.2. La notion de médiation culturelle

Philippe Coulangeon introduit son ouvrage, *Sociologie des pratiques culturelles*, en donnant des chiffres qui indiquent l'évolution des tendances et l'importance qu'occupe la culture dans le quotidien des sociétés, surtout dans les sociétés européennes. Il dit à ce propos :

> Dans l'ensemble des sociétés occidentales, le poids des dépenses de consommation de biens et de services culturels dans le budget des ménages, s'est fortement accru depuis le début des années 1960. Situé en France au 7ème rang des 11 postes de nomenclatures des dépenses des ménages en 1960, le poste « loisirs, culture » se situait au 4ème rang en 2000, devant les dépenses d'habillement et d'ameublement. Comparable à celle de l'ensemble des dépenses de consommation jusqu'au milieu des années 1970, la progression des dépenses culturelles et de loisirs a été particulièrement forte au cours des années 1980 et 1990 (INSEE, 2002), et cette tendance est plus prononcées dans d'autres pays en Europe du nord notamment[4].

D'après ces chiffres, on constate que la culture, après la deuxième guerre mondiale, occupait une place de plus en plus importante dans les tendances et les préoccupations des ménages, des pays occidentaux. Cela se lit à travers les dépenses de ces ménages en matière des pratiques culturelles. Coulangeon a, même, essayé de donner une définition à ce qu'on appelle « pratiques culturelles » :

> Par pratiques culturelles, on entend généralement l'ensemble des activités de consommation ou de participation liées à la vie intellectuelle et artistique, qui engagent des dispositions esthétiques et participent à la définition des styles de vie : lecture, fréquentation des équipements culturels (théâtres, musées, salles de cinéma, salles de concerts, etc.), usage des médias audiovisuels, mais aussi pratiques culturelles amateurs[5].

À travers cette définition, on comprend que les pratiques culturelles représentent les tendances quotidiennes des individus et qui définissent leurs habitudes et leur style de vie en relation avec le domaine de la culture. Cela rejoint l'idée précitée, concernant la culture. C'est-à-dire que les tendances des gens changent par rapport au développement économique, et Coulangeon ne fait pas ainsi la distinction entre l'élite intellectuelle et la société de masse, et le mot consommation dans sa définition n'est pas gratuit car la culture de masse est devenue un concept admis par la plupart des chercheurs, et ne revêt plus une valeur péjorative. L'évolution des dépenses des ménages dans le domaine de la consommation au niveau des pratiques culturelles, est due aussi au développement des politiques culturelles des gouvernements, surtout pendant la période

[3] www.cnrtl.fr/definition/conciliation (consulté le 11 avril 2020).

[4] Philippe Coulangeon, *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, Ed. La Découverte, 2005, p. 3.

[5] *Ibid.*, p. 4.

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023

de l'après-guerre. Ces politiques visaient l'implication d'un plus grand nombre des membres de la société. Elles ont pour objectif, également, de réduire les différences entre les classes sociales vu que la culture d'élite était monopolisée par la classe sociale dominante.

De ce fait, en France par exemple, l'Etat a adopté une politique de démocratisation de la culture par la mise en place du Ministère des Affaires Culturelles où André Malraux, le premier ministre des affaires culturelles en France dans les années 1960, avait pour objectif de faire adhérer, au maximum, les membres de la société aux activités culturelles institutionnalisées par le ministère de la culture. Ce dernier définit la démocratisation culturelle, dans le décret du 24 juillet 1959, comme l'ambition de : « *rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français* »[6]. A travers cette définition, on peut dire que les politiques culturelles, adoptant la démocratisation culturelle comme principe, visent à rompre avec la hiérarchisation culturelle et réduire les inégalités dues à la stratification sociale. Elles visent, de ce fait, de permettre aux classes dominées d'accéder aux « œuvres capitales », c'est-à-dire leur ouvrir l'accès à la culture de classe ou, en général, à la culture dite savante.

Cette politique a pour objectif de développer et diversifier les moyens de diffusion afin de faciliter l'accès à la culture de classe. Mais, elle était (la politique culturelle) critiquée car l'Etat, à travers cette politique, impose à la classe dominée une culture plus élitiste et plus normative en rejetant les productions culturelles issues des classes populaires et des minorités. Afin de combler les lacunes de cette politique, une autre approche, centrée sur les milieux populaires et les identités locales ou régionales ou sur les cultures minoritaires, a été mise en œuvre. Elle a pour finalité d'encourager les individus, issus de ces milieux, à s'exprimer et à avoir accès à la création symbolique et à la participation à la vie culturelle afin d'enrichir la production culturelle tout en exprimant leur appartenance sociale, d'où l'émergence de plusieurs moyens d'expression chez les jeunes et les adolescents issus, pour la plupart des cas, des milieux défavorisés (le Rap, le Hip Hop, le Rock…).

De nos jours, la démocratisation de la culture est nommée « développement culturelle ». Cette politique est bien décrite dans le décret publié par le ministère des affaires culturelles en France au début des années 1980, et qui définit la démocratie culturelle comme une politique qui a pour objectif de :

> Permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et de recevoir la formation artistique de leur choix, de préserver le patrimoine culturel national, régional ou des divers groupes sociaux pour le bénéfice de la collectivité tout entière[7].

Ainsi, on peut dire que la médiation culturelle a pour mission de rapprocher et faire connaître les composantes de la culture « savante » au public, surtout celui issu des milieux populaires. Elle permet, également, de donner l'occasion aux membres de ces milieux populaires de faire connaître leur culture et leur mode de vie. Mais, ce rapprochement a besoin d'un lieu où se tiendra la rencontre entre le public et les différentes formes de représentation, c'est l'espace dans lequel chaque individu exprime son appartenance singulière où collective.

[6] *Ibid.,* p. 9.

[7] Décret du ministère turc des affaires culturelles, du 10 mai 1982.

1.2. La politique culturelle

Bernard Lamizet définit la politique culturelle comme suit :

> L'inscription de la culture dans des stratégies institutionnelles (qui ne se limitent pas à des stratégies de pouvoir) constitue en propre ce que l'on est convenu de désigner par le concept de politique culturelle. Il s'agit de l'ensemble des choix et des décisions, des actions, des conduites et des stratégies, par lesquels les acteurs institutionnels entreprennent, dans leurs choix politiques et dans l'exercice de leur pouvoir, la mise en œuvre des logiques esthétiques et symboliques de la représentation du lien social. Les politiques culturelles représentent l'ensemble des décisions et des choix qui, exercés par les acteurs politiques et institutionnels du pouvoir, constituent la visibilité institutionnelle de la médiation culturelle.[8]

1.3. Le soft power :

De nos jours, la force militaire et économique s'avère insuffisante pour qu'un pays puisse accentuer son hégémonie au niveau régional et mondial. Ainsi, Joseph Nye (1990), définit le soft power comme :

> La capacité d'un Etat ou d'une puissance quelconque de séduire et d'amener les autres à agir de la façon qui lui est favorable sans le moindre recours à la coercition militaire ou à la rétribution (ou sanction) économique, ces pratiques contraignantes, menaçantes se voient attribuer le nom de « Hard Power ».[9]

Le soft power sera une composante indispensable dans la politique étrangère turque notamment en Moyen-Orient.

2. La politique culturelle turque

2.1. La politique kémaliste :

Ainsi, dès son arrivée au pouvoir, Atatürk procède à des réformes radicales visant à la modernisation de la Turquie en rompant avec l'héritage ottoman, et en prenant comme modèle le monde occidental qui était considéré comme le modèle à suivre par tous les Turques. De ce fait, le régime kémaliste a réécrit l'histoire turque en effaçant l'héritage ottoman et islamique, jugé par les kémalistes comme une entrave au développement du pays. En conséquence, on a imposé au peuple une tenue vestimentaire à l'européenne, interdit le port du voile dans les lieux publiques et surtout dans les établissements scolaires et universitaires, et imposé, donc, un mode de vie occidental. En outre, le gouvernement kémaliste, à l'image de la France, a adopté un enseignement laïc (à la différence de la laïcité à la française, car en Turquie, la religion vient après l'Etat) et uni en vue de finir avec le caractère multiple et religieux du système éducatif ottoman, en ayant comme objectif, d'avoir une société homogène où il n'y a ni stratification sociale, ni privilèges.

Toujours dans le cadre la politique culturelle nationaliste qui visait l'unification et la solidification de la nation, le gouvernement d'Atatürk prit l'initiative de créer l'Institut de l'Histoire en 1931, et ensuite, en 1932, la création et la fondation de l'Académie de la Langue Turque. Ces deux organismes, avaient eu comme projet, de réécrire et repenser l'histoire de la Turquie, en procédant à une « épuration » de cette histoire, de tout ce qui est en rapport avec l'héritage ottoman, et aussi en « inventant » des thèses sur l'histoire des « racines préhistoriques de l'identité turque ». Jean-François Polo et Füsun Üstel avancent à ce propos :

> Lors des deux premiers Congrès d'Histoire turque (1932, 1937), les « thèses d'histoire turque » furent présentées comme des tentatives d'identifier les origines et les

[8] Bernard Lamizet, *La médiation culturelle*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 315.
[9] Joseph Nye, *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023

ISSN: 2820-6991

> contributions civilisationnelles de la nation turque à l'histoire du monde. Situant les origines géographiques des Turcs dans une partie mythique en Asie centrale, ces thèses permettaient de contourner l'identité islamique, puisque les « premiers Turcs » étaient des chamanistes, ce qui signifiait donc que la laïcité républicaine était presque « innée » pour les Turcs. D'autre part, la « théorie du Soleil-langue » défendait l'hypothèse pseudo-scientifique, selon laquelle tous les langages humains descendaient d'une langue primitive turque d'Asie centrale.[10]

De plus, le régime kémaliste adopta une politique de « purification » de la langue turque visant à cet égard l'élimination des tous les éléments d'origines arabe, perse… et l'adoption d'un alphabet latin au lieu de l'alphabet arabe. Louis-Jean Calvet explique cette politique :

- Mostapha Kemal va alors lancer le pays dans une grande réforme de la langue, et son action est ponctuée de décisions dont on trouvera ci-dessous une liste incomplète :
- Création au cours de l'été 1928 d'une commission linguistique chargée de mettre au point un nouvel alphabet. […] La commission établit donc un alphabet dit « turc », utilisant les lettres latines et transcrivant phonétiquement avec une grande précision les phonèmes de la langue parlée.
- Cet alphabet est adopté par l'assemblée nationale en décembre 1928 et immédiatement utilisé dans l'enseignement, puis diffusé dans l'administration…
- Suppression en 1929 de l'enseignement de l'arabe et du persan dans les écoles. […]
- Création en 1932 d'une « Société d'Etudes de la langue Turque » (Türk DilKurumu), chargée de mettre en œuvre une « purification » de la langue […] : on recherchera des mots anciens et sortis de l'usage, des mots dialectaux vivants, voire des mots empruntés de la même famille linguistique, comme l'azerbaïdjanais…[11]

Ainsi, la Turquie d'Atatürk optera pour une politique de repli sur soi selon la fameuse formule de son fondateur « *paix chez soi, paix dans le monde* [12] » qui privera le pays des anciennes possessions de l'Empire ottoman, et le privera également de son rôle comme élément influent dans la région. D'une autre façon, la Turquie d'Atatürk, en choisissant une politique pro-occidentale, était sur les traces d'un modèle réussi. De ce fait, la Turquie a intégré le Conseil Européen en 1949, et l'OTAN en 1954 en jouant un rôle très important dans l'endiguement de l'expansion de l'Union Soviétique pendant la Guerre Froide, ainsi que le dépôt de sa candidature d'adhésion à l'Union Européenne en 1987. D'un autre côté, la Turquie avait rompu ses relations diplomatiques avec ses voisins, surtout les arabes, qualifiés comme des ennemis et traîtres qui étaient la cause principale de l'effondrement de l'Empire ottoman.

2.2. La politique de l'AKP :

Dès son ascension au pouvoir, l'AKP adopte une politique qui valorise le patrimoine et les valeurs cosmopolites de

[10] Jean-FrançoisPolo et FüsunÜstel, « Les nouvelles orientations de la politique culturelle turque : A la recherche d'un modèle conservateur alternatif ? » in *Pôle Sud* 2014/2 (n°41), p. 21.

[11] Louis-Jean Calvet, *La guerre des langues*, Paris, Payot, 1987, pp. 189-190.

[12] La page de présentation de M. Kemal Atatürk sur le site du ministère des Affaires étrangères turques : http://www.mfa.gov.tr/mustafa-kemal-ataturk.en.mfa

l'Empire ottoman. Cela a mené le gouvernement AKP à réorienter sa politique étrangère en délaissant la politique de renfermement héritée de Mostafa Kemal. Cependant, le parti islamiste adoptera une politique d'ouverture sur tous les niveaux, surtout avec les pays voisins, entre autres les pays du Moyen-Orient avec lesquels le régime kémaliste a rompu les relations dès la déclaration de la République. Ces Pays du Moyen-Orient étaient des pays bannis par le régime kémaliste. Ce dernier les accuse d'avoir été la principale cause de l'effondrement de l'Empire ottoman à cause de leur collaboration avec les forces coloniales surtout la Grande Bretagne et la France. Mais, Recep Tayyip Erdoğan adopta, comme on l'a déjà abordé, une politique d'ouverture diplomatique, économique et culturelle sur les différents pays du monde et surtout sur les pays du Moyen-Orient et du Balkan.

Cette main tendue à ces pays fait peur aussi à certains, qui considèrent cette ouverture comme un retour des conquêtes ottomanes puisque la politique d'ouverture de l'AKP est orientée vers les pays considérées comme anciennes possessions de l'Empire ottoman. C'est pour cela, cette politique de l'AKP est qualifiée de « *néo-ottomane* ». Plusieurs chercheurs et politiciens et même les laïcistes turcs, expriment leur crainte et leur méfiance vis-à-vis de cette politique considérée comme une offensive économique et culturelle de la part de la Turquie vis-à-vis de ces pays et qui peut se transformer en une politique dite « impérialiste ». La Turquie a bénéficié des « Printemps arabes » pour accentuer sa place comme puissance politique. Elle se présente comme un pays « modèle » qui a su combiner entre laïcité, libéralisme et référence islamique. Pour accentuer ce « modèle », l'Etat recourt au soft power, outil fiable ayant une finalité utilitaire et pragmatique, qui vise à promouvoir l'image du pays dans la région moyennant la diplomatie dite culturelle.

3. Le soft power dans le contexte turc

Avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir, le parti islamiste adopta une politique d'influence pacifique dans la région MENA. L'ancien conseiller d'Erdoğan et ex-premier ministre, Ahmet Davutoğlu est le concepteur du principe « zéro problème avec les voisins ». Ce principe vise à faire de la Turquie une « zone stable et prospère » au sein d'une région embrasée par des conflits sanglants. Cette politique pacifique consiste à régler les conflits entre la Turquie et ses voisins ainsi que les conflits entre les voisins (de la Turquie) eux-mêmes en amenant la Turquie à jouer le rôle de médiateur. Pour ce faire, les dirigeants turcs mèneront une politique basée sur le soft power. Cette « force douce » sera véhiculée à travers plusieurs outils à savoir les centres culturels turcs et une politique médiatique qui s'avère « l'arme » la plus efficace pour la mise en œuvre du soft power turc.

L'Institut Yunus Emre est une fondation sous la direction du ministère des Affaires Etrangères de la Turquie. Cette fondation, créée en 2007, gère 45 centres culturels dans quatre continents. Ces centres culturels ont pour mission de faire connaître la culture turque dans les pays d'accueil à travers plusieurs activités culturelles. Ils ont pour mission également l'enseignement de la langue turque via des formations certifiantes en langue turque pour tous les niveaux. Au Maroc, l'Institut Yunus Emre de Rabat permet également aux personnes de tous âges de bénéficier de cours de langue turque en jouant en même temps le rôle de fenêtre sur la culture turque par le biais de diverses activités telles que des journées portes-ouvertes, ou des activités culturelles comme la semaine du film turc organisé chaque année par l'institut Yunus Emre à Rabat.

La Turquie adopte aussi une politique médiatique caractérisée par une production

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023

massive de film et feuilletons adressés principalement aux pays du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, des Balkans, et de l'Europe. Le gouvernement encourage la production filmique et celle des séries télévisées, en accordant des aides financières aux producteurs afin de faire connaître le mode de vie turc auprès des ménages. De ce fait, plusieurs acteurs de séries turques sont devenus des « personnages publics » suivis par un large auditoire. Ces vedettes sont devenues également de véritables ambassadeurs qui commercialisent l'image d'une Turquie moderne, à cheval entre l'Orient et l'Occident. Les séries et téléfilms turcs sont devenus un levier de promotion politique (en présentant la Turquie comme un pays « modèle » qui a su combiner entre les valeurs laïques et les traditions ottomano-musulmanes). Ces séries sont devenue aussi un levier de promotion économique (à travers les rentrées directes dues à la vente des films et feuilletons turcs et indirectes en promouvant le tourisme du pays) et culturelle (la culture turque devient de plus en plus connue et appréciée partout dans le monde surtout en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord).

Outre les productions cinématographiques, la politique médiatique de la Turquie s'étend également au domaine de l'information écrite et audiovisuelle (comme le site **www.trtworld.com**). Cette politique se renforce, par la création de nouvelles chaînes de télévision et de radio ouvertes sur les pays du Moyen-Orient et diffusées en cinq dialectes arabes. Ces chaînes sont considérées par les dirigeants des établissements médiatiques turcs comme « *le visage de la Turquie s'ouvrant sur le Moyen-Orient* ». L'AKP contrôle et gère la production médiatique destinée aux pays du MENA. Pour lui, outre leur fonction de communication et de diffusion des informations, les médias sont un outil très efficace de propagande idéologique :

> La TRT 6 en langue kurde et celles de TRT ETTÜRKIYE. Si la première est mise en place pour faire passer la « vision turque » sur la solution du conflit turco-kurde, de même TRT ETTÜRKIYE se fait la représentante de la « vision turque » sur les questions internationales concernant le Moyen-Orient et les pays arabes.

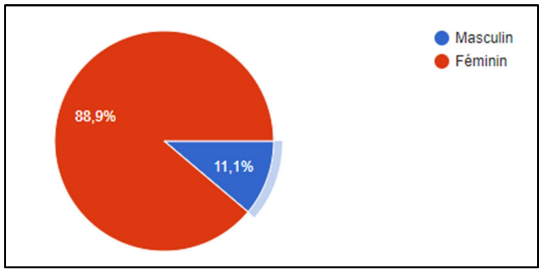
Au Maroc, comme la plupart des pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, on assiste à une large diffusion de feuilletons turcs qui sont diffusés en version doublée en arabe marocain dans un objectif purement commercial de la part des chaines marocaines, et ce pour attirer un grand nombre de téléspectateurs même les analphabètes. Mais, ce qui a attiré l'attention, c'est le nombre important des personnes qui cherchent à voir ces feuilletons sur Internet en version originale (en langue turque).Quels sont les motifs qui poussent ces personnes à chercher les versions originales des feuilletons turcs ?

4. Le cadre méthodologique

Pour mener à bien notre recherche nous avons opté pour une approche hypothético-déductive, en choisissant la méthode quantitative afin d'avoir des résultats mesurables qui nous permettrons de vérifier notre hypothèse de départ. Pour ce faire, nous avons distribué un questionnaire en format électronique (de 28 questions) adressé à un échantillon de 250 enquêtés (des étudiants de la faculté des Lettres et sciences humaines d'El Jadida (1ère année : Etudes Arabes et Géographie), des doctorants de la FSE de Rabat et des abonnées de plusieurs pages et groupes Facebook dédiés à l'apprentissage de la langue turque.

5. Analyse des résultats de la recherche

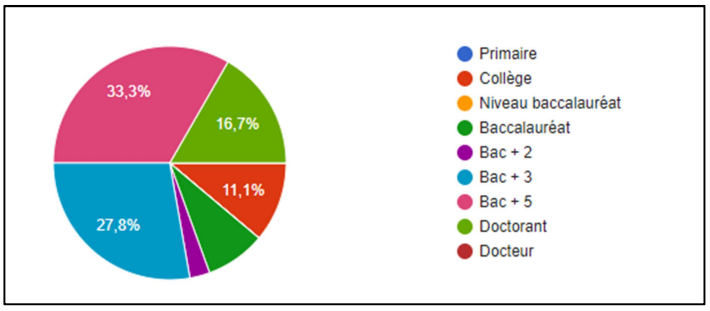
Figure 1 : Répartition des enquêtés selon l'âge



Concernant la première donnée de notre recherche, nous avons constaté qu'environ 89 % des enquêtés sont des femmes tandis que les enquêtés de sexe masculin représentent à peine 11 %. Cela rejoint les représentations de chacun de nous que ce sont les femmes qui s'intéressent à l'apprentissage de la langue turque puisque ce sont elles qui suivent le plus les feuilletons turcs. Deux autres indices à signaler, 84 % des participants sont célibataires et plus de 61 % ont un âge entre 21 et 29 ans. Cela veut dire que ce sont les jeunes célibataires qui ont tendance à apprendre le turc puisqu'ils ont le temps et aussi la motivation pour apprendre cette langue.

De surcroît, la quasi-totalité des participants sont des étudiants universitaires ou des lycéens (Figure 2). La langue turque ouvre, en conséquence, à cette catégorie la possibilité de poursuivre des études universitaires en Turquie. En effet, plusieurs bourses sont offertes chaque année par la Turquie aux étudiants marocains, dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère de l'Education Nationale au Maroc et le gouvernement turc qui permettra aux étudiants marocains de bénéficier de subventions financières et bien d'autres privilèges durant leur séjour en Turquie. Ces étudiants, après avoir passé l'entretien oral organisé par l'Institut Yunus Emre, ils auront le choix entre une panoplie d'universités turques les plus prestigieuses, telles que l'université d'Istanbul ou l'université francophone de Galatasaray.

Figure 2 : Répartition des enquêtés selon le niveau scolaire



En fait, en interrogeant les participants sur leurs motivations pour l'apprentissage de la langue turque, 30% ont répondu qu'ils l'apprennent pour les études supérieures en Turquie, 40 % pour le tourisme, 10 % pour chercher du travail en Turquie et 20 % par plaisir. En relation avec les feuilletons turcs diffusés sur les chaines nationales, 92 % des enquêtés ont répondu qu'ils regardent ces feuilletons. En plus, 67 % préfèrent les regarder en version sous-titrée, 27 % en version originale tandis que 6 % seulement de l'échantillon préfèrent regarder les feuilletons en version doublée. Cela montre que 94 % regardent les feuilletons turcs pas seulement pour leur qualité dramatique, mais aussi pour apprendre le turc puisque beaucoup d'abonnés de plusieurs pages ou groupes sur Facebook ou Whatsapp demandent des feuilletons en version originale qui sont faciles à comprendre pour apprendre facilement la langue turque.

En réponse à la question : «Qu'est-ce qui vous attire dans la culture turque ?», une enquêtée avoue que : «*Le choc des cultures entre l'Europe et l'Asie est impressionnant. La musique (paroles et mélodies) et la danse (généralement un seul mouvement mais j'adore). Les habitudes, les coutumes et les traditions (comment on salue, comment on célèbre les fêtes...). La propreté (on se déchausse avant d'entrer à la maison). La culture culinaire (deux*

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023

ISSN: 2820-6991

repas par jours assez riches en légumes viandes...et est pas fatigant haha) Les spécialités culinaires (kebap, dolme, kunefe, kufte...). L'architecture artisanale et l'importance accordée à l'art. ». À travers cette réponse en déduit qu'il y a une relation très étroite entre les feuilletons et la langue et culture turques. Ces feuilletons agissent sur l'inconscient des spectateurs et jouent un rôle très important dans le *soft power* turc en diffusant plusieurs éléments appartenant à la culture turque.

D'après les résultats de notre recherche, on peut dire que La langue turque commence à devenir une langue à la mode parmi les jeunes, surtout pour les filles. Les feuilletons véhiculent l'image d'une Turquie moderne et européanisée. Les personnages sont souvent issus de familles riches (ils habitent des villas, conduisent des voitures de haute gamme, portent des habits chics, même l'ameublement des maisons marie entre l'arabesque et le style européen…). Les téléspectateurs arabes et musulmans peuvent s'identifier aux personnages qui s'avèrent proches de leur culture à la différence des feuilletons mexicains par exemple. La vie en Turquie véhiculée par les feuilletons égale souvent à la réussite sociale. Ces feuilletons « commercialisent » une image positive de la Turquie. Cette dernière incarne l'image d'un modèle réussi de pays musulman. C'est cette image positive qui motive les gens à apprendre la langue turque. On peut dire donc que la langue turque est une véritable « arme » « douce » du *soft power* turc.

Selon Lamizet (1999) :

> C'est la langue qui représente, pour ceux qui les mettent en œuvre, l'appropriation des fait culturels, et, pour ceux qui assistent, en étrangers, à leurs mise en œuvre[13].

[13]Bernard Lamizet, *Op. cit*. p. 383.

C'est-à-dire que la langue turque devient un outil, pour les personnes qui l'apprennent, pour intégrer la culture d'un pays musulman présenté comme le modèle le plus réussi dans la région. De plus, on peut donc, selon notre enquête, classer les personnes qui apprennent la langue turque en deux catégories, selon la catégorisation d'Aline Gohard-Radenkovic (1999)[14] :

- ***Publics non captifs*** : « c'est sur une base volontaire que ces publics ont décidé » d'apprendre le turc (par simple amour des langues, par fascination de la culture turque, pour le tourisme…)
- ***Publics captifs*** : qui suivent des cours de langue turque (au centre culturel turc ou dans les centres de langues qui commencent à organiser des formations certifiantes en langue turque) pour des besoins professionnels ou pour accéder aux universités turques par exemple.

Conclusion

En conclusion, on peut dire que la langue est parmi les moyens les plus efficaces pour la Turquie d'affirmer son « hégémonie » dans la région MENA et s'imposer comme modèle à suivre dans cette région rongée par les conflits ethniques et géopolitiques, et anéantie aussi par la pauvreté et les difficultés économiques et sociales. Apprendre la langue turque a un effet symbolique chez les apprenants. En fait, ces derniers, en parlant en langue turque se sentiront distingués en ayant le sentiment d'appartenir à une Turquie classée 17ème parmi les 20 premières forces économiques à l'échelle mondiale. Mais, plusieurs pays

[14]Aline Gohard-Radenkovic, *Communiquer en langue étrangère : De compétences culturelles vers des compétences linguistiques*, Berne, Peter Lang, 1999.

accusent le parti au pouvoir, et surtout le président Recep Tayyip Erdoğan, d'avoir des tendances néo-ottomanes, c'est-à-dire d'avoir des ambitions expansionnistes et l'intention de « reconquérir » économiquement et culturellement les anciennes possessions de l'Empire ottoman. Tandis que la Turquie dément ces accusations et déclare que son *soft power* entre dans le cadre d'une stratégie de gagnant-gagnant et ne touche pas la souveraineté de ces pays. Alors, s'agit-il vraiment d'une diplomatie culturelle douce de la part de la Turquie ou bien ce sont les préparatifs d'une offensive militaire, économique et politique d'un nouveau « Ghazi » ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CALVET Louis-Jean, *La guerre des langues*, Paris, Payot, 1987.

COULANGEON Philippe, *Sociologie des pratiques culturelles*, Paris, Ed. La Découverte, 2005.

GOHARD-RADENKOVIC Aline, *Communiquer en langue étrangère : De compétences culturelles vers des compétences linguistiques*, Berne, Peter Lang, 1999.

LAMIZET Bernard, *La médiation culturelle*, Paris, L'Harmattan, 1999.

LEMPEREUR Alain, COLSON Aurélien, SALZER Jacques, *Méthode de Médiation*, Paris, Dunod, 2008.

POLO Jean-François et ÜSTEL Füsun, « Les nouvelles orientations de la politique culturelle turque : A la recherche d'un modèle conservateur alternatif ? » in *Pôle Sud* 2014/2 (n°41), p. 17-32.

TULAL-CHEVIRON Nilgün et ÇAM Aydın, « La vision turque du « *soft power* » et l'instrumentalisation de la culture », in *La circulation des productions culturelles : Cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Nouvelle édition [En ligne], Rabat, Istanbul : Centre Jacques-Berque, 2017, p. 125-147 (mis en ligne le 28 mars 2017), URL : http://books.openedition.org/cjb/1201

REVUE ECONOMIE & SOCIETE
VOLUME 2 N° 1/ JANVIER- MARS 2023